

XAVIER RAUFER - janvier 2016 b

Massacres du 13 novembre : deux mois plus tard

Une police et des militaires épuisés, dont nombre des cadres et chefs n'ont pas eu un jour de repos - fêtes incluses - depuis le 13 novembre ; au front depuis désormais 60 jours. Des acteurs de l'antiterrorisme plus inquiets encore qu'à l'automne passé, à mesure qu'ils réalisent qu'au-delà de nos frontières, l'Union européenne perd le contrôle de ses territoires et frontières. Tétanisées, vouées aux bienséances et aux chamailleries, les impuissants de Bruxelles ont vu le tsunami d'un million de "migrants" déferler sur l'Europe. Tel est le niveau "macro" ; au plan "micro", ce fut pire encore, comme le démontre cruellement le cas Abdelhamid Abaaoud.

Abaaoud, icône jihadie des revues et vidéos sanglantes de l'Etat islamique "cible prioritaire des services antiterroristes européens". Abaaoud, "star" de "tous les fichiers antiterroristes de tous les pays de l'UE". Abaaoud dont tout magistrat interrogeant un jihadi rentré de Syrie, entend sans cesse le nom. Or depuis la Syrie, Abaaoud arpente en 2015 l'Europe de l'île de Leros à Birmingham, via la Grèce, les Balkans, l'Italie, la Hongrie et l'Autriche ; la France bien sûr et la Belgique. Abaaoud jamais repéré en Europe, dont nul ne s'avisera qu'il est là, avant le massacre du 13 novembre.

Depuis janvier 2015, les acteurs de l'antiterrorisme font face avec acharnement. D'évidence, le criminologue ne leur fait pas la leçon. Bien plutôt aspire-t-il à situer les tragédies de 2015 dans leur perspective géopolitique et profondeur historique ; à exposer un champ de bataille dans le cours d'une guerre. D'abord, ce fondamental : Pour Raymond Aron, l'essence de l'Etat-nation tient en ceci : "Respecté à l'extérieur, en paix à l'intérieur". Or en 2015, la France subit les pires attentats de son histoire : 150 morts, plus de 300 blessés. Ce respect, cette paix, sont sévèrement atteints : il faut les restaurer au plus vite. Ceci passe par deux phases : comprendre l'échec d'abord, y remédier ensuite. Car, la mission d'un gouvernement (quel qu'il soit) n'est pas de commémorer, mais d'agir en sorte qu'il n'y ait pas de commémorations à faire.

L'attaque du 13 novembre

Ce soir là, de 21h20 à 21h53, trois commandos de *moudjahidines* sèment la mort dans Paris et alentours. Ces neuf (ou dix) terroristes sont dirigés depuis Bruxelles par une "triple coordination" (selon l'enquête belge), qui maintient avec les assassins un constant contact : une énorme opération, préparée des mois durant entre la zone de jihad, la

Belgique et la France. L'enquête achevée impliquera sans doute dans l'action une trentaine d'acteurs de tout niveau : logistique, commandos, coordination.

Issus du quartier bruxellois de Molenbeek, ces *moudjahidines* sont de jeunes maghrébins français ou belges. Copains de bistrot ou de prison, tous sont fichés comme voyous, repérés comme radicaux. Leur opération nécessite trois planques en Belgique, deux (connues) en région parisienne ; la location d'au moins trois véhicules et un transfert d'argent (connu) par mandat télégraphique.

Avant l'assaut du 13 novembre, et durant l'action, ces "minutieux" mais peu discrets terroristes voyagent et communiquent intensément. Du 17 septembre au 14 novembre 2015, deux d'entre eux (dont un "kamikaze" de Paris) échangent 109 appels téléphoniques. Lors de l'attaque, le seul téléphone d'un terroriste dénombre, en quelques heures, 25 appels entre Paris et Bruxelles. du 15 novembre jusqu'à sa mort du surlendemain, Hasna Aït Boulahcen téléphone 248 fois et envoie 310 messages.

En octobre 2015, Salah Abdeslam achète une dizaine de détonateurs en région parisienne ; de là au 13 novembre, lui et son frère louent des voitures et sillonnent les routes entre Bruxelles et Paris.

Renseignement préventif : un échec absolu

En France, en Belgique ou en Europe, rien de cela n'a été repéré, rien n'a été compris, rien n'a été efficacement préventif. Or comme toujours en pareil cas, les signes avant-coureurs abondaient :

- Février 2009 : suite à un attentat commis au Caire, (une lycéenne française y est tuée) une suspecte extradée en France signale les préparatifs d'un attentat visant le Bataclan, salle dont "le patron juif finance l'armée israélienne". Sur quoi une instruction judiciaire est ouverte en juillet 2010. Côté exploitation de renseignement, rien n'en sort.

- Août 2015, un jihadi rentré de Syrie révèle aux policiers qu'Abaaoud lui a demandé de tirer dans la foule d'un concert de rock. Le Jihadi insiste : "ça va arriver très bientôt... Là-bas, ils cherchent vraiment à frapper en France...".

- Avant les attaques visant *Charlie-Hebdo* et l'Hypercacher, Amedy Coulibaly était vu par les chefs du renseignement intérieur comme un petit voyou. Il n'était donc pas surveillé - tâche pourtant aisée, Coulibaly étant sorti de prison en mars 2014 *sous bracelet électronique*... Le négligé Coulibaly fréquentait cependant depuis 2010 un groupe de fanatiques du nord-est de Paris signalés depuis 2005 et figurait sur la liste américaine TIDE (Terrorist Identities Datamart Environment), de terroristes potentiels américains et étrangers.

Aveuglement donc - et en prime, des énormités. Voici Samy Amimour, l'un des bouchers du Bataclan. Au printemps 2012, il peut adhérer à... l'Association nationale de tir de la police (ANTP), après qu'on l'ait gentiment initié au tir au pistolet 9 mm. Sous contrôle judiciaire depuis octobre 2012, Amimour, interdit de sortie du territoire, rend ses documents d'identité et pointe au commissariat - mais file en Syrie en septembre 2013, un juge lui ayant restitué son passeport...

Une riposte à ce jour rétrospective

Des journalistes complaisants s'émerveillent de ce que "les préparatifs des terroristes et le déroulement des opérations [soient désormais] retracés avec une grande précision". Les criminologues pensent qu'à l'inverse, le problème est là : avoir appris tout ça *après* le terrible massacre. Car depuis janvier 2015, la réaction officielle : communication de crise, traitement médiatique, réponse policière, état d'urgence, relève, et ne relève que, du registre rétrospectif. L'état d'urgence : ce qui remonte du terrain est que perquisitions et assignations à résidence deviennent inefficace en une semaine, application policière de la célèbre loi des rendements décroissants. Comme ces actions ciblent surtout des bandits que la police veut de longue date cravater, et que dans ce milieu darwinien, la courbe d'apprentissage est forcément rapide, tout s'évapore en quelques jours : armes, éléments incriminants, etc.

Que faire pour demain ?

Ici, une question s'impose : comment éviter un nouveau 13 novembre ? Les acteurs de terrain de l'antiterrorisme savent trop bien que notre millefeuilles antiterroriste est pesant, fragmenté et alourdi depuis l'été 2015 par une couche bureaucratique de plus. Ce dispositif doit être renouvelé, simplifié, rendu rapide et prédictif. Un problème qualitatif, non quantitatif, et nul apport à l'aveuglette d'hommes et d'ordinateurs n'y remédiera. Reste le problème des hommes : accumulant les échecs depuis 2012 et Mohamed Merah, l'actuel dispositif antiterroriste est intact à ce jour. A sa tête, les responsables de ces échecs ont été maintenus ou promus. Nulle sanction n'a jamais été prise. Le gouvernement ne touche à rien, de peur sans doute que le ciel ne lui tombe sur la tête.

60 jours après, où en sommes-nous

Eviter le prochain massacre dépendra surtout des réponses données aux questions stratégiques que voici.

- Trois (ou quatre) des terroristes du 13 novembre ne sont toujours pas identifiés. Qui sont-ils ? D'où venaient-ils ? A qui rendaient-ils compte ?
- Au-delà, des acteurs majeurs du massacre sont en fuite, certains inconnus, comme les deux coordinateurs de l'opération. Où sont-ils, que trament-ils ?
- Plus largement : sous surveillance, Abaaoud révèle à sa cousine "avoir profité de la vague de migrants arrivés en Europe cet été pour se rendre en France". On l'identifie en septembre 2015 sur l'île grecque de Leros, parmi les migrants. Le 3 octobre, deux des terroristes inconnus du 13 novembre débarquent à Leros parmi une centaine de migrants. Peu après, on apprend que l'Etat islamique "détient d'authentiques passeports [syriens] vierges, qu'il fournit à ceux qui veulent gagner l'espace Schengen".

Là, le problème révèle son essence - clairement politique. Car hier encore à Bruxelles ou à Paris, des officiels indignés qualifiaient de calomnie xénophobe le risque d'infiltration terroriste dans les flux migratoires. Or telle était la tragique réalité. Ces terroristes infiltrés dotés de passeports syriens, combien sont-ils ? Combattre pour gagner demande une vision réaliste de la menace. Mais le fan-club de la mondialisation heureuse est-il capable de cela ? //